



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 25/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **XEROS ENVIRONNEMENT**

134 allée de Courbet  
33127 Saint-Jean-D'illac

Références : 26-254

Code AIOT : 0005213696

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2026 dans l'établissement XEROS ENVIRONNEMENT implanté 5 quai de Brazza 33000 Bordeaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- XEROS ENVIRONNEMENT
- 5 quai de Brazza 33000 Bordeaux
- Code AIOT : 0005213696
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

XEROS ENVIRONNEMENT exerce une activité de stockage, transit, concassage, broyage de produits minéraux et de déchets non dangereux inertes relevant des rubriques 2515 et 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement au sein d'une zone d'activités commerciales (garages automobiles, entrepôts) relativement arborée, à proximité d'une voie ferrée réservée au fret.

Les activités de concassage et de broyage sont réalisées par campagnes.

Les activités sont réglementées par arrêté préfectoral d'enregistrement du 13 mai 2025.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Registre déchets entrant et sortant	Code de l'environnement du 13/03/2026, article R. 541-43-1	Demande d'action corrective	1 mois
2	Rétention des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 13/05/2025, article 1.5.3	Demande d'action corrective	2 mois
7	Mesures de bruit	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Procédure d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Sans objet
4	Eloignement	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 5	Sans objet
5	Envois de poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6	Sans objet
6	Mesure des poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La régularisation administrative du site par arrêté d'enregistrement du 13 mai 2025 a permis de fixer un cadre réglementaire aux activités. Néanmoins, des non conformités persistent concernant la mesure de niveau sonore, à la fois en méthode (absence de mesure en zone à émergence

réglementée) et en valeur (seuil de 70 dB(A) en limite de propriété régulièrement dépassé).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Registre déchets entrant et sortant

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/03/2026, article R. 541-43-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Traçabilité des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.  II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.  Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I.
<b>Constats :</b>  Sur place, l'inspection prend connaissance du logiciel de gestion des entrées et sorties de déchets inertes (essentiellement béton issu de démolition) et terres excavées. L'exploitant indique que les terres excavées font l'objet d'une déclaration au titre de l'article R. 541-43-1 du code de l'environnement. Les bétons triés et concassés sur le site sont des déchets inertes qui ne sortent pas du statut de déchet et ne sont donc pas réglementairement soumis à déclaration dans Trackdéchets conformément à l'article R. 541-43. L'inspection constate que le SIRET utilisé pour le site est effectivement associé à un compte Trackdéchets (le registre national des déchets, terres excavées et sédiments est fusionné depuis le 5 mai 2025 avec le registre national des déchets dans cette application) et que des déclarations y sont inscrites (près de 6000 lignes pour l'année 2025). L'inspection fait toutefois remarquer à l'exploitant que la société XEROS ENVIRONNEMENT ne dispose pas de SIRET dédié au site du quai de Brazza, celui utilisé étant celui du siège social situé à Saint-Jean-d'Illac. L'ensemble des déclarations réalisées sont donc concaténées sur le compte Trackdéchets correspondant au site de Saint-Jean-d'Illac. Il est rappelé à l'exploitant que la déclaration d'un établissement secondaire ou complémentaire est une obligation réglementaire (R. 123-40 à 43 et 3 <sup>o</sup> a du R. 123-47 du code du commerce) qui permet d'identifier de manière unique chaque lieu d'exercice permanent de l'activité. Du point

<p>de vue de l'environnement, la traçabilité des déchets et terres excavées perd un niveau d'information important si le site de transit n'est pas correctement identifié.</p> <p>L'exploitant confirme qu'à ce jour, la société ne dispose que d'une clef API lui permettant de déclarer dans Trackdéchets.</p> <p>Le point de controle est non conforme car bien que la transmission des données soit réalisée, elle l'est de manière erronée : une action corrective est à mener pour que le site de transit/traitement soit correctement identifié dans Trackdéchets.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de déclarer, sous un mois, ses entrées et sorties de terres excavées de manière distincte pour le site de Bordeaux Brazza dans Trackdéchets.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N° 2 : Rétention des eaux pluviales

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2025, article 1.5.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La vanne d'obturation permettant la maîtrise du rejet issu du bassin de rétention est maintenue en position fermée pour éviter tout rejet en situation normale. La position ouverte ou fermée de la vanne est visuellement contrôlable à l'aide d'une signalétique adéquate.</p> <p>Lorsque la planification d'un rejet se justifie, en particulier pour conserver un volume de confinement des eaux d'extinction d'incendie disponible suffisant, l'exploitant fait procéder à une analyse de l'eau du bassin de rétention par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si les valeurs limites de rejet définies par les prescriptions des arrêtés applicables aux installations sont respectées, l'exploitant transmet les résultats de mesure à l'inspection des installations classées et peut procéder à l'ouverture temporaire de la vanne d'obturation jusqu'à ce que le rejet ne se justifie plus.</p> <p>Si les valeurs limites de rejet définies par les prescriptions des arrêtés applicables aux installations sont dépassées, les eaux polluées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur place, l'inspection des installations classées constate qu'il n'est pas possible de contrôler visuellement la position ouverte ou fermée de la vanne d'obturation. L'exploitant indique être certain qu'elle est en position fermée puisqu'elle a été installée comme cela et qu'elle n'a jamais été manipulée depuis. L'exploitant explique qu'une affiche indiquant le sens de rotation de la vanne pour l'ouvrir et la fermer avait été apposée à proximité mais que celle-ci s'est envolée. Le jour de l'inspection, le bassin est constaté presque vide et la canalisation de rejet est légèrement en surverse, ce qui ne permet pas d'observer un écoulement ou l'arrêt d'un écoulement en manipulant la vanne. Le niveau d'eau maximal atteint, repérable grâce aux dépôts sur la géomembrane (voir photographie jointe) est au niveau de la surverse de rejet, ce qui laisse</p>

penser que la vanne est ou a été ouverte lors des semaines précédentes continuent et intensément pluvieuses.

Par ailleurs, l'inspection constate qu'une deuxième vanne, avec la même signalétique, est présente en amont du bassin de rétention. L'exploitant indique que le bassin devait initialement être positionné en amont de cette vanne, mais que la construction du bassin n'avait finalement pas été possible à cet endroit (remontées de nappe trop importantes) et a donc été déplacé. Il indique que cette vanne est en position ouverte pour laisser s'écouler les eaux pluviales vers le bassin. Ce doublon porte à confusion et risque d'induire en erreur un opérateur qui serait chargé de s'assurer de la bonne ouverture/fermeture des vannes en cas d'incident.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant d'aménager sous deux mois la vanne d'obturation du bassin de rétention de manière à ce qu'il soit visuellement vérifiable qu'elle est en position fermée. Il est demandé à l'exploitant de clarifier la signalétique des deux vannes d'obturation présentes sur le site pour limiter toute confusion en cas d'incident.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Procédure d'acceptation préalable**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5

**Thème(s) :** Situation administrative, Traçabilité

**Prescription contrôlée :**

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les

copies des annexes sont conservées pendant la même période.
<p><b>Constats :</b></p> <p>La plupart des déchets entrant sur le site sont apportés par des entreprises apportant fréquemment et ayant fait une demande d'acceptation préalable en amont de chaque chantier. De manière résiduelle, les entreprises qui n'ont pas rempli de demande préalable se voient demander de la remplir sur place en arrivant. L'inspection constate que des exemplaires de la fiche sont disponibles sur le bureau d'accueil au pont bascule. Cette fiche permet de récolter les informations réglementaires sur la nature des déchets.</p> <p>Toutefois, aucune mention dans cette fiche ne permet de s'assurer que les déchets inertes ne sont pas issus d'un site pollué (ancienne activité polluante ICPE ou non, incendie, ...).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'apporter une amélioration à la fiche de demande d'acceptation préalable pour s'assurer que l'ensemble des parties s'est interrogé sur la potentielle pollution du site où ont été produits les déchets apportés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Eloignement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit et poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les zones de stockage sont, à la date de délivrance de l'arrêté préfectoral, implantées à une distance d'éloignement de 20 mètres des constructions à usage d'habitation ou des établissements destinés à recevoir des personnes sensibles (hôpital, clinique, maison de retraite, école, collège, lycée et crèche).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur place, l'inspection ne constate la présence d'aucune construction à usage d'habitation ou d'établissement destiné à recevoir des personnes sensibles (hôpital, clinique, maison de retraite, école, collège, lycée et crèche) à proximité immédiate de la zone de concassage.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Envois de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant adopte, les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses : Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées. Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de</p>

circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin. Les surfaces où cela est possible sont végétalisées. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.
<b>Constats :</b>  Sur place, l'inspection ne constate pas d'envol de poussières. Un rotoluve est en place à la sortie du site. Un réseau d'asperseurs est en place le long des pistes de circulation des poids lourds et engins.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Mesure des poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.
<b>Constats :</b>  Sur place, l'inspection constate que des jauges de mesure des retombées de poussières sont positionnées sur le site. L'exploitant a transmis le jour-même les résultats des mesures de 2025 réalisées trimestriellement sur cinq point répartis en périphérie du site. L'impact de l'installation sur les niveaux d'empoussièrement n'est pas significatif.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Mesures de bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe I du présent arrêté, ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée, selon les modalités suivantes : 1. Pour les établissements existants : - la fréquence des mesures est annuelle ;



- si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ;
- si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.

#### **Constats :**

Sur place, l'inspection constate un niveau sonore acceptable. Seules des activités de chargement/déchargement de poids lourds ont lieu, aucun engin de broyage-concassage-criblage n'est en fonctionnement.

Le jour-même, l'exploitant a transmis les mesures de bruit réalisées trimestriellement en quatre points en limite de propriété du site. Des valeurs supérieures au seuil réglementaire de 70 dB(A) sont relevées aux deuxième et troisième trimestres. Les mesures étaient réalisées en période de concassage.

De plus, aucun point de mesure n'est placé en zone à émergence réglementée. Pour rappel, l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 définit les zones à émergence réglementée comme suit :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Des habitations et commerces avaient été identifiés comme cibles potentielles des impacts en bruit de l'installation dans la demande d'enregistrement de 2024 et constituent des zones à émergence réglementée. Le niveau sonore dans ces zones doit être mesuré.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de réaliser, sous trois mois et pendant une campagne de broyage-concassage-criblage, une mesure de niveau sonore comprenant également les zones à émergence réglementée les plus impactées. Le rapport est transmis à l'inspection des installations classées dès réception.

L'exploitant identifie et met en œuvre, dès la prochaine campagne de concassage et sans excéder trois mois, des actions préventives adéquates limitant le niveau sonore en limite de propriété. Les prochaines mesures de niveau sonore permettront d'évaluer l'efficacité de ces actions.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois